

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1842

Artikel: La guerre des armes : comment engranger les bénéfices de la paix européenne : l'initiative du GSsA "contre de nouveaux avions de combat" permet d'y réfléchir
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013973>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La guerre des armes

Comment engranger les bénéfices de la paix européenne: l'initiative du GSsA «Contre de nouveaux avions de combat» permet d'y réfléchir

André Gavillet (26 octobre 2009)

L'armée est un champ de manœuvre de la démocratie directe. Car la dépense militaire est inscrite au budget et de la sorte échappe au contrôle référendaire. D'où la multiplication des initiatives populaires qui demandent que soient soumis au vote du peuple les achats les plus coûteux ou les armes nouvelles. Mais le peuple a toujours refusé de s'accorder à lui-même cette nouvelle compétence. En revanche, il s'est montré soucieux de limiter l'emprise au sol du champ d'exercice militaire: succès significatif de l'initiative sur la protection des marais dont l'objectif premier était de stopper à Rothenturm l'expansion d'une place d'armes. Et abandon de projets de terrains de tir, aux Diablerets, à Pont-de-Nant, devant une résistance qui aurait tourné au soulèvement local.

Aujourd'hui l'armée veut renouveler une part de son parc aéronautique. Les Tigers sont fatigués. Une initiative populaire du Groupement pour une Suisse sans armée, déposée en juin, demande que l'achat soit différé de dix ans.

Un moratoire donc. Apporte-t-il quelque chose de nouveau, par rapport aux tentatives antérieures de transférer la compétence au peuple?

Miniaturisation

La démarche rationnelle voudrait qu'une commission de sécurité, nommée par l'autorité politique et sous son contrôle, définisse les missions de l'armée et la dotation financière nécessaire.

De fait, la démarche est différente, inverse. L'armée telle qu'elle est se donne sa propre justification: être en tout temps opérationnelle. Dès lors chaque arme trouve sa place dans le schéma de combat: le fantassin est «couvert» par les chars; les chars sont «couverts» par l'artillerie; l'artillerie est «couverte» par l'aviation. Tout s'imbrique. Il faut des avions parce que nous avons des chars.

Le souci d'économies, au lieu de casser cet automatisme, aboutit à une réduction progressive et parallèle de chaque arme. Plus les coûts d'investissement et de

fonctionnement sont élevés, plus on répartira équitablement les «sacrifices». A la limite, on aura toujours une armée opérationnelle, mais miniaturisée.

Le mérite premier de l'initiative populaire est de casser le schéma et de rendre possible une réflexion sur les missions de l'armée, sans qu'elles soient prédéterminées par ce qui est en place.

Européens

La donnée fondamentalement nouvelle est la création de l'Union européenne. Au cœur de l'Union, comment imaginer que nous puissions être menacés physiquement! Chaque pays est ainsi appelé à s'interroger sur la manière dont il pourrait «engranger» les bénéfices de la paix. Des collaborations se mettent en place, non sans peine. Sous conditions, elles pourraient nous être accessibles. Mais cela implique que nous ayons la liberté de choix. Le moratoire sur l'achat d'avions ouvre ce champ de discussion. Il est, par rapport aux exercices antérieurs, innovant.